

8 place Louis Sellier
80021 AMIENS CEDEX 1

**MARCHÉ DE FOURNITURES ET SERVICES N° 2025/031 DU 28/07/2025
PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

OBJET DU MARCHÉ :
SIGNALETIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE POUR LE SIEGE REHABILITE
DE LA CPAM DE LA SOMME

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1. Le contexte	4
Article 2. Intervenants	4
Article 3. Objet du marché	4
Article 4. Mode de passation, durée du marché et reconduction	4
Article 4.1. Mode de passation	4
Article 4.2. Durée du marché - Reconduction	5
Article 5. Pièces constitutives du marché	5
Article 5.1. Pièces générales	5
Article 5.2. Pièces particulières	5
Article 5.3. Pièces particulières constitutives lors de l'émission d'un bon de commande	5
CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
Article 6. Prestations attendues	6
Article 7. Représentant et correspondants du Titulaire	6
Article 8. Lieux et horaires d'exécution	6
Article 9. Modalités d'exécution des bons de commande	6
Article 9.1. Emission des bons de commande	6
Article 9.2. Délai d'exécution d'un bon de commande	6
Article 9.3. Modification des bons de commande	7
Article 10. Clause de réexamen – Modification du marché	7
Article 11. Prestations similaires	7
Article 12. Opérations de vérification	7
Article 12.1. Vérifications quantitatives	7
Article 12.2. Vérifications qualitatives	7
Article 13. Obligations et responsabilités du titulaire	8
Article 13.1. Obligation de résultat	8
Article 13.2. Obligation d'information et de conseil	8
Article 13.3. Démarche environnementale et sociétale à adopter par le Titulaire	8
Article 13.4. Responsabilité sur les installations	8
Article 13.5. Responsabilité à l'égard de son personnel	9
Article 13.6. Plan de prévention	9
Article 14. Garantie de prestations	9
Article 15. Propriété intellectuelle	9
Article 16. Documentation - Langue	9
Article 17. Règlement Général sur la Protection des Données	9
Article 18. Politique de sécurité de la CPAM de la Somme	10
Article 18.1. Confidentialité	10

Article 18.2.	Disponibilité	11
Article 18.3.	Intégrité	11
Article 18.4.	Preuve	11
Article 19.	Protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme	12
Article 20.	Sous-Traitance	12
CHAPITRE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES – PÉNALITÉS		13
Article 21.	Prix	13
Article 21.1.	Nature et contenu des prix	13
Article 21.2.	Forme des prix	13
Article 21.3.	Mois d'établissement des prix	13
Article 21.4.	Actualisation des prix	13
Article 22.	Facturation	13
Article 22.1.	Modalités de paiement	13
Article 22.2.	Modalités de transmission et de présentation des factures	14
Article 22.2.1.	Modalités de transmission des factures	14
Article 22.2.2.	Modalités de présentation des factures	14
Article 22.3.	Délai global de paiement et Intérêts moratoires	14
Article 23.	Avance forfaitaire	15
Article 24.	Cession - Nantissement	15
Article 25.	Pénalités	15
Article 25.1.	Non-respect du protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme	15
Article 25.2.	Pénalités pour travail dissimulé	15
Article 25.3.	Retard de livraison ou d'exécution	15
Article 25.4.	Retard pour le remplacement de livraison non-conforme	15
Article 25.5.	Pénalités pour non remise en état des lieux	15
Article 25.6.	Pénalités en cas d'absence aux réunions préparatoires	15
CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS		16
Article 26.	Assurances	16
Article 27.	Changement de la situation du titulaire	16
Article 27.1.	Changement sans création d'une nouvelle personne morale	16
Article 27.2.	Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale	16
Article 28.	Régularité de la situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance	16
Article 29.	Lutte contre le travail dissimulé	17
Article 30.	Résiliation	17
Article 30.1.	Résiliation aux torts du titulaire	17
Article 30.2.	Résiliation du fait de la CPAM de la Somme	18
Article 31.	Litiges	18
Article 32.	Évolution de la législation	18
Article 33.	Dérogations au CCAG-FCS	19

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Le contexte

Dans le cadre de la rénovation du siège de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Somme, une consultation a été lancée en 2020 pour concrétiser ce projet sous la forme d'un Marché Global de Performance (MGP) portant sur la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance du siège de la CPAM de la Somme, tel que défini aux articles L. 2171-3 et R. 2171-2 du code de la commande publique.

Ce MGP a été confié au groupement mené par Bouygues Bâtiment Grand Ouest (BBGO) afin d'assurer la réhabilitation thermique et l'aménagement intérieur.

Son siège social - de 8 035 m² de surface de plancher construit en 1985 - bénéficie d'une rénovation totale dans le cadre innovant d'un Contrat de Performance Énergétique.

Les objectifs sont ambitieux avec :

- Une réhabilitation complète, garante de performances énergétiques et acoustiques
- Une optimisation des surfaces avec un peuplement plus important du bâtiment (rapatriement de sites)
- Une modernisation des espaces de travail pour le confort des usagers et des salariés.

Ce bâtiment est composé de 7 niveaux :

- un socle de 2 niveaux (Rez de rue pour les locaux du personnel et un parking) et un rez de dalle pour l'accueil du public ;
- un bâtiment en forme de « croix » qui regroupe les bureaux sur 5 niveaux.

Le projet est en phase réalisation. La livraison du nouveau bâtiment est prévue à la mi-octobre 2025 ce qui a nécessité le déménagement temporaire de juillet 2023 à fin 2025 des salariés au « Centre Administratif », site inoccupé du Conseil Départemental situé juste à côté.

Dans ce contexte la CPAM de la Somme lance une consultation pour la signalétique intérieure et extérieure de son Siège réhabilité.

Article 2. Intervenants

- L'organisme, **CPAM de la Somme**, dénommé, « Maître d'ouvrage » et/ou « Pouvoir adjudicateur » et représenté par Madame **Marie-Gabrielle DUBREUIL**, Directrice
- Maître d'œuvre : **ATELIERS 59**, dénommé « Maître d'œuvre », situé 14 rue des roses – 59000 Lille et représenté par **Monsieur Pascal DUPUIS**, Dirigeant.

Article 3. Objet du marché

Le présent marché non alloti a pour objet la fourniture de signalétique intérieure et extérieure pour le siège réhabilité de la CPAM de la Somme. Il comprend la fabrication et la pose.

La création-conception est assurée par le Maître d'œuvre, Ateliers 59.

Codes CPV :

34928471-0 Matériel de signalisation.

34942000-2 Équipement de signalisation.

Article 4. Mode de passation, durée du marché et reconduction

Article 4.1. Mode de passation

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Le présent marché est soumis au code de la commande publique. La procédure de passation des marchés est celle de la procédure adaptée visée à l'article L. 2123-1 du code précité.

Article 4.2. Durée du marché - Reconduction

La durée du marché correspond au délai d'exécution de réalisation de la prestation et du délai de garantie proposée. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la CPAM de la Somme dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 5. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre décroissant, les suivantes :

Article 5.1. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la remise de l'offre :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- le code de la commande publique,
- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services passés par l'Etat (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales du marché, bien que non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues des contractants.

Article 5.2. Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes, y compris financières,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- l'offre technique et financière du Titulaire (y compris les échantillons fournis),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les originaux conservés par la CPAM de la Somme font seuls foi.

Article 5.3. Pièces particulières constitutives lors de l'émission d'un bon de commande

- les bons de commande conclus dans le cadre du présent marché,
- les devis du titulaire.

CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 6. Prestations attendues

Le détail des prestations attendues sont détaillés au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il est attendu du Titulaire qu'il remplisse plusieurs catégories de missions :

- **Exécution et fabrication** : le Titulaire prendra à sa charge la production et la fabrication de l'ensemble des éléments sur tout type de supports.
- **Livraison et installation** : le Titulaire assurera la livraison et la mise en place de chacun des dispositifs pendant toute la durée du marché.
- **Garantie** : Le Titulaire précisera et s'engagera dans son offre sur la durée de garantie des supports proposés en fonction des matériaux utilisés et de la résistance à l'environnement intérieur/extérieur.
- **Entretien et dépose** : le Titulaire assurera l'entretien et la dépose de chacun des dispositifs pendant toute la durée du marché.

Article 7. Représentant et correspondants du Titulaire

Dès la notification du présent marché, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de la CPAM de la Somme. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Dès notification du présent marché, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés chargé(s) de suivre et faire exécuter le présent marché.

Article 8. Lieux et horaires d'exécution

Le(s) lieux et horaires d'exécution des prestations sont repris au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 9. Modalités d'exécution des bons de commande

Article 9.1. Emission des bons de commande

Pour la partie du marché exécutée à bons de commande, ces derniers sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Chaque bon de commande sera notifié au Titulaire par courriel et comportera (sur la base du bordereau de prix unitaire – annexe 5 de l'acte d'engagement) les mentions suivantes :

- le numéro du marché mentionné en 1ère page de l'acte d'engagement
- La date d'intervention
- le numéro du bon de commande
- les nom et adresse du Titulaire
- le détail des prestations commandées
- les quantités commandées

Article 9.2. Délai d'exécution d'un bon de commande

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commande.

En tout état de cause, la durée d'exécution¹ du dernier bon de commande ne peut excéder de plus de **deux (2) mois** la date limite de validité du présent marché.

¹ Pour rappel, par durée d'exécution, on entend la durée de validité du bon de commande.

Article 9.3. Modification des bons de commande

La CPAM de la Somme se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation.

Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues et la CPAM de la Somme adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Article 10. Clause de réexamen – Modification du marché

Le présent marché peut être modifié dans les conditions présentées aux articles L2194-1, L2194-2, et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2194-1, le présent marché peut notamment être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Cette clause de réexamen sera mise en oeuvre par une simple décision de la CPAM de la Somme adressée au Titulaire.

Article 11. Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans le présent marché.

En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R 2194-2 du code de la commande publique.

Article 12. Opérations de vérification

Article 12.1. Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité de la quantité indiquée inscrite sur le bon de livraison et le bon de commande.

Dans le cas où la quantité livrée est supérieure à la commande, la CPAM de la Somme met en demeure le Titulaire de reprendre l'excédent de façon immédiate et sans aucun frais pour la CPAM de la Somme. Dans le cas contraire, si la quantité livrée est inférieure à la commande, la CPAM de la Somme met en demeure le Titulaire de compléter la livraison dans le délai qui lui est prescrit et sans frais pour la CPAM de la Somme à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande. Passé ce délai, la CPAM de la Somme se réserve le droit d'appliquer la pénalité correspondante prévue à l'article 25 du présent CCAP.

Article 12.2. Vérifications qualitatives

La CPAM de la Somme se réserve le droit de vérifier la conformité des produits, en regard de leurs spécifications techniques et normes en vigueur.

Par dérogation à l'article 30-1 du CCAG-FCS, la CPAM de la Somme dispose à compter de la date de livraison d'un délai de dix (10) jours pour procéder aux opérations de vérification et notifier au titulaire sa décision d'admission, éventuellement assortie d'une réfaction de prix, d'ajournement ou de rejet des articles. Passé ce délai, le silence de la CPAM de la Somme vaut admission tacite des prestations.

En cas de rejet de la livraison par la CPAM de la Somme, le Titulaire est tenu de reprendre et de remplacer, à ses frais, les produits, non conformes. Le remplacement de ces derniers intervient alors au plus tard dans un délai de dix (10) jours

ouvrés à compter du rejet. Passé ce délai, la CPAM de la Somme se réserve le droit d'appliquer la pénalité correspondante prévue à l'article 25 du présent CCAP.

Dans la mesure où les conditions et les solutions de remplacement s'avèrent irrecevables, le Titulaire effectue un avoir sur facture.

Article 13. Obligations et responsabilités du titulaire

Article 13.1. Obligation de résultat

Le marché est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations du marché, dans le respect des conditions précisées dans les pièces contractuelles.

Article 13.2. Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de la CPAM de la Somme pendant toute la durée du marché.

Le titulaire informe notamment sans délai la CPAM de la Somme des retards par rapport au planning de réalisation des prestations qui aura été défini lors des réunions de préparation.

Le titulaire propose les mesures appropriées pour assurer le respect du calendrier.

Article 13.3. Démarche environnementale et sociétale à adopter par le Titulaire

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée.

La CPAM de la Somme souhaite en effet, dans le choix de ses prestataires, porter les valeurs de l'Institution de la Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

De manière générale, les fournitures et prestations du présent marché doivent respecter les principes et la réglementation garantissant une gestion durable de l'environnement. Dans ce cadre, le Titulaire s'engage en cours d'exécution du marché, et ce, de manière constante, à apporter la preuve sur demande expresse de la CPAM de la Somme, que les fournitures qu'il livre répondent aux spécifications portant sur la gestion durable de l'environnement.

Enfin, le Titulaire déclare souscrire, pour ses recrutements, aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

S'agissant des déchets, à l'issue de chaque prestation réalisée dans le cadre du présent marché, ces derniers sont traités par les soins du titulaire et sont techniquement et financièrement à sa charge. Les opérations d'élimination des déchets seront assurées par et à la charge du titulaire, selon les lois et les règlements en vigueur. Le Titulaire évacue ses déchets, sans possibilité de les stocker sur le site de la CPAM de la Somme. Il conserve une traçabilité des traitements qu'il effectue, et met à disposition les bordereaux de suivis sur demande de la CPAM de la Somme.

Article 13.4. Responsabilité sur les installations

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses travaux,
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à la CPAM de la Somme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de la CPAM de la Somme.

Article 13.5. Responsabilité à l'égard de son personnel

Le Titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la CPAM de la Somme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le Titulaire atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

Article 13.6. Plan de prévention

Dès la notification du marché, un plan de prévention sera complété par le Titulaire en collaboration avec les services de la CPAM de la Somme.

Ce document sera signé par les deux parties. Ce dernier a pour but de régir l'ensemble des questions liées à la sécurité pendant les interventions du personnel du Titulaire. Le Titulaire devra s'engager à respecter les consignes en vigueur dans l'établissement.

Article 14. Garantie de prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 15. Propriété intellectuelle

Il sera fait application du chapitre 6 (articles 34 à 37) du CCAG-FCS.

Article 16. Documentation - Langue

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais et sous un mois maximum à compter du terme de la prestation concernée.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par la CPAM de la Somme.

Article 17. Règlement Général sur la Protection des Données

L'exécution des marchés peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CPAM de la Somme au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de la Somme, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- Fournir, le cas échéant, à la CPAM de la Somme ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à CPAM de la Somme, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de la Somme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CPAM de la Somme de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer CPAM de la Somme de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CPAM de la Somme, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD). Il est convenu entre la CPAM de la Somme et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la CPAM de la Somme s'engage à utiliser) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM de la Somme (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de la Somme lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM de la Somme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CPAM de la Somme et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de la Somme (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Article 18. Politique de sécurité de la CPAM de la Somme

Article 18.1. Confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés, modifiée, et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
 - prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
 - ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du présent marché,

- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du présent marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du présent marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du présent marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

Entre outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Aussi, avant le début de l'exécution de la prestation, un document dénommé « Engagement de Confidentialité » définissant les obligations et responsabilités du Titulaire en matière de confidentialité et de protection des informations auxquelles il aura accès sous quelque forme que ce soit, sera complété et signé par les deux parties (annexe 2 de l'acte d'engagement). Cette pièce fait partie des pièces contractuelles du présent marché.

Article 18.2. Disponibilité

Tout dysfonctionnement intervenant pendant l'exécution de la prestation, qu'il ait pour origine une manipulation involontaire ou un défaut du matériel utilisé, sera signalé à la CPAM de la Somme, via les numéros d'appel qui figureront au plan de prévention. En l'absence de plan de prévention, le dysfonctionnement sera signalé au service de la CPAM de la Somme, en charge du suivi du présent marché.

En cas d'interruption prolongée des moyens de fonctionnement de la CPAM de la Somme (alimentation électrique, réseau informatique, etc.) du fait du prestataire, entraînant une perte d'activité de la CPAM de la Somme, l'indemnisation du préjudice subi par la CPAM de la Somme sera à la charge du prestataire.

Article 18.3. Intégrité

Toute utilisation d'information, propriété de la CPAM de la Somme, par acte de malveillance, appropriation, modification ou falsification, est répréhensible.

En cas de non-respect du critère d'intégrité de l'information, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels la CPAM de la Somme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Article 18.4. Preuve

Sans objet.

Article 19. Protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme

Si un contexte de crise épidémique est reconnu par les autorités sanitaires, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations et recommandations gouvernementales. Il sera également tenu impérativement de faire respecter à son personnel le protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme dans le cadre des prestations qu'il exécute au sein des locaux de cette dernière. Ce protocole est repris en annexe 1 de l'acte d'engagement.

En cas de non –respect de ces consignes, l'accès aux locaux de la CPAM de la Somme pourra lui être refusé. Si le refus entraîne un retard dans l'exécution des prestations demandées ou attendues, les pénalités prévues à l'article 25-1 du présent CCAP seront appliquées.

Article 20. Sous-Traitance

La sous-traitance doit être réalisée conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande publique.

CHAPITRE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES – PÉNALITÉS

Article 21. Prix

Article 21.1. Nature et contenu des prix

Les propositions financières du Titulaire seront réputées comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations prévues dans le présent marché.

Les prix forfaitaires sont ceux repris dans l'acte d'engagement.

Article 21.2. Forme des prix

Le présent marché est un marché à prix mixte (une partie forfaitaire et une partie à bon de commande).

Les prix sont ceux indiqués aux annexes financières (**annexe 3 : DPGF et annexe 4 : BPU**) de l'acte d'engagement.

Ils sont fermes pendant la durée du marché.

Ils sont actualisables en application de l'article R.2112-11 du code de la commande publique.

Article 21.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; mois de remise de l'offre, ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date limite de réception des offres telle qu'indiqué dans le règlement de consultation.

Article 21.4. Actualisation des prix

L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. La date de début d'exécution des prestations correspond à la date de notification de l'ordre de service de démarrage du marché.

Dans ce cas, les prix du marché seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Pour le présent marché, il sera fait application de la formule d'actualisation suivante :

$$\text{Pactualisé} = \text{Pinitial} \times (\text{I}(\text{m}-3)/\text{Im0})$$

Dans laquelle :

I = index de référence (indice des prix de production – Travaux d'impression et de reproduction – Identifiant 010764130 - publié par l'INSEE).

I(m-3) = valeur de l'index de référence du mois antérieur de 3 mois au mois m du début d'exécution des prestations

Im0 = valeur de l'index de référence du mois m0 (mois au cours duquel a été signé l'acte d'engagement par le titulaire).

La dernière valeur connue est la suivante : 111.20 (Mai 2025)

Article 22. Facturation

Article 22.1. Modalités de paiement

Les règlements font l'objet d'un paiement définitif, sur présentation d'une facture établie par le Titulaire après exécution des prestations et interventions demandées au présent CCAP.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées en EUROS **par virement bancaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Somme**, déduction faite des éventuelles pénalités.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 25 du présent CCAP seront déduites du montant TTC de la facture.

Article 22.2. Modalités de transmission et de présentation des factures

Article 22.2.1. Modalités de transmission des factures

Les factures seront exclusivement adressées par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro :

l'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse suivante : **<http://chorus-pro.gouv.fr>**
Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM de la Somme en tant que destinataire de la facture est :
303 038 384 001 76.

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro sera refusé.
De même, tout autre mode de transmission des factures sera également refusé (mail, fax, ...).

Article 22.2.2. Modalités de présentation des factures

La facture comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- les noms et adresses du Titulaire,
- les références du n° du marché,
- le numéro de compte postal ou bancaire du Titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le lieu et la désignation des prestations,
- le montant total hors taxe, la TVA et le montant TTC de la facture,
- la date de facturation,
- pour les banques étrangères : le numéro de banque intracommunautaire.

Application de la taxe à la valeur ajoutée : Les montants des Sommes versées au Titulaire sont calculés en application du taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Les règlements seront effectués au crédit du compte ouvert mentionné **au point B3** de l'acte d'engagement (**joindre un RIB original**).

Article 22.3. Délai global de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par les services de la CPAM de la Somme sous réserve de service fait.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de la Somme en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus à l'article L.2192-13 portant partie législative et à l'article R.2192-31 et à l'article D.2192-35 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (article L.2192-13 du code de la commande publique renvoyant à l'article R.2192-31).

En cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 € (article D.2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise Titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal (article R. 2192-36 du code de la commande publique).

Article 23. Avance forfaitaire

Il n'y aura pas de versement d'avance forfaitaire.

Article 24. Cession - Nantissement

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de la CPAM de la Somme ou son représentant habilité.

Article 25. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, pour tout manquement aux conditions de maintenance établies dans le présent marché, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Les pénalités seront notifiées au Titulaire par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception, et directement déduite du règlement de la facture concernée.

Par dérogation à l'article 14-1-3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.
Les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

Article 25.1. Non-respect du protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme

En cas de non-respect du protocole sanitaire mise en place par la CPAM de la Somme (cf. article 19 du présent CCAP et annexe 1 de l'acte d'engagement) et entraînant un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes : 50 € par heure de retard ou 150 € par jour de retard.

Article 25.2. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par la CPAM de la Somme au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du présent marché est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Article 25.3. Retard de livraison ou d'exécution

Lorsque le délai contractuel de livraison ou d'exécution est dépassé (article 1.3.9 du CCTP), par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200 €.

Article 25.4. Retard pour le remplacement de livraison non-conforme

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

Article 25.5. Pénalités pour non remise en état des lieux

En cas de non remise en état des lieux, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard jusqu'à remise en état des lieux.

Article 25.6. Pénalités en cas d'absence aux réunions préparatoires

En cas de non présentation du représentant de l'entreprise aux réunions préparatoires sans prévenance préalable de la CPAM de la Somme, l'entreprise se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par absence.

CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Article 26. Assurances

Avant tout commencement d'exécution du marché, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurances au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné dans le cadre de l'exécution du marché.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Article 27. Changement de la situation du titulaire

Tout changement dans la situation du Titulaire doit être porté à la connaissance de la CPAM de la Somme.

Article 27.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la CPAM de la Somme. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

Article 27.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir une modification actant le transfert du marché au nouveau Titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

La CPAM de la Somme vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Elle s'assure de la production des documents prévus aux articles R2143-3 à R2143-12 décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 28. Régularité de la situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à la CPAM de la Somme tous les six mois à compter de la date de notification du présent marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si la CPAM de la Somme se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans

les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

À défaut, le présent marché pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, la CPAM de la Somme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Les documents cités ci-dessus devront être adressés, s'en qu'il soit nécessaire que la CPAM les réclame :

Soit par mail : achats.cpam-somme@assurance-maladie.fr

ou par courrier à l'adresse suivante :

CPAM HD

Administration Générale, Flux entrants et transition écologique

Pôle BAMAC / Cellule Marchés

A l'attention de Mme Estela DE OLIVEIRA

8 Place Louis Sellier

TSA 99998

80049 Amiens cedex 1

(! cette adresse postale n'est à utiliser que pour l'envoi de ces documents)

Article 29. Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221- 3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

La CPAM de la Somme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter, à la CPAM de la Somme, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

La CPAM de la Somme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par la CPAM de la Somme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le présent marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 30. Résiliation

Le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 30.1. Résiliation aux torts du titulaire

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect des articles 18-1 et 18-3 du présent CCAP relatifs à la confidentialité et à l'intégrité ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 17 du présent CCAP ;

- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 27 du présent CCAP ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du CCAG-FCS

La décision de résilier le présent marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du CCAG-FCS, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le présent marché est résilié par la CPAM de la Somme, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, la CPAM de la Somme se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché, dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 30.2. Résiliation du fait de la CPAM de la Somme

Le présent marché peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de la CPAM de la Somme et en l'absence même de faute du Titulaire, si :

- le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- une procédure nationale ou régionale ayant le même objet est lancée.

La résiliation du présent marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le délai de prévenance au Titulaire est de deux mois minimum.

La CPAM de la Somme peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du CCAG-FCS.

Article 31. Litiges

En cas de différends et litiges, le droit français est applicable.

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG-FCS, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction compétente :

Tribunal Judiciaire d'Amiens
14 rue Robert de Luzarches - 80027 Amiens - France
☎ Téléphone : 03 22 82 35 00 - 📠 03 22 91 22 11 - Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CPAM et le titulaire ne pourront être invoquées par cette dernière comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Article 32. Évolution de la législation

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par un avenant sauf :

- pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires
- pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

Article 33.
Dérogations au CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
12.2	30.1	Vérifications qualitatives (délais pour procéder aux opérations de vérification)
25	14, 14.1.3	Pénalités
32	5.2.2, 6.2, 7.2	Evolution de la législation